

LE SECTEUR FERROVIAIRE DANS L'IMPASSE

La grève des cheminots se poursuit et se généralise

Après Alger, Oran et Souk Ahras, pour son troisième jour consécutif, la grève des cheminots a touché la région de Constantine. La direction de la SNTF et les sections syndicales semblent n'avoir plus rien à se dire.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - L'équation est plutôt simple mais difficile à résoudre. Les sections syndicales des travailleurs de la Société nationale du transport ferroviaire exigent le virement du rappel d'une augmentation de salaire de l'ordre de 5%, octroyée en septembre 2009.

La direction de la SNTF s'est montrée favorable à l'exécution de l'opération mais avec effet rétroactif à partir de janvier 2011. L'écart est de taille, à savoir 16 mois de différence.

Si les cheminots ne semblent pas être en mesure de renoncer à un rappel assez conséquent pour leur petite bourse, la Société nationale du transport ferroviaire se dit ne pas être en mesure de supporter un impact financier de l'ordre de 75 milliards de centimes.

Pour rappel, suite à une journée de protestation le 3 octobre dernier, la direction de la SNTF s'est réunie avec les sections syndicales pour examiner leur revendication avant de demander un moratoire de 10 jours pour rendre une réponse.

Treize jours après, la direction répond par la négative, et les travailleurs rentrent en grève illimitée.

Contacté hier, Abdelhak Boumansour, responsable de la section syndicale d'Alger, affirme d'abord que la grève a atteint le niveau national pour son troisième jour et que les cheminots ne comptent pas pour autant lâcher prise. «Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout», dira-t-il.

De son côté, le directeur des ressources humaines de la SNTF, Nourredine Dekhli, chargé du dossier, reste injoignable. Ce dimanche, dans une déclaration à l'APS, ce dernier expliquait que la direction a été surprise le 3 octobre dernier par cette revendication qui n'a pas été envisagée dans le protocole d'accord signé



Photo : Samir Sid.

La protestation prend de l'ampleur.

avec la Fédération nationale des cheminots (UGTA), le 16 juin dernier. Ainsi, à ce stade, il est clair

que les négociations ont atteint cette fois-ci leurs limites. Alors que chacun campe sur ses posi-

tions, le secteur ferroviaire s'engage dans une impasse.

M. M.

Le mouvement s'étend à l'est du pays

Le mouvement de débrayage déclenché dimanche par les cheminots de la capitale pour des revendications socioprofessionnelles, principalement d'ordre financier, s'est étendu hier à l'est du pays.

Selon des syndicalistes de la direction régionale de la Société nationale des chemins de fer (SNTF) d'Annaba, les travailleurs des chemins de fer de la région, qui comprend plusieurs wilayas de l'extrême-nord est de l'Algérie, le taux de suivi du mouvement est de près de 100%. Trains de transport de minerai, de mar-

chandises et de voyageurs sont à l'arrêt depuis la matinée. La grève a porté un coup dur à l'approvisionnement du complexe sidérurgique ArcelorMittal d'El Hadjar, dont le minerai est acheminé par train depuis les mines de l'Ouenza et Boukhadra (Tébessa). Il en est de même pour l'unité des fertilisants

d'Algérie (Fertial) et de la société des mines de phosphates Somiphos, filiale de Pherphos, qui s'approvisionnent en phosphate brut de la mine de Djebel El Onk, dans la même wilaya de Tébessa. La première le transforme dans son unité de Seybouse (Annaba) en le fertilisant et la seconde l'exporte tel quel vers plusieurs pays étrangers.

Les cheminots que nous avons rencontrés à la gare

d'Annaba se disent déterminés à arracher leurs droits. «Notre patience a des limites. Nous avons accordé suffisamment de temps à la tutelle pour régler nos multiples problèmes, mais hélas elle ne l'a pas fait. Pour cette raison, nous ne reprendrons le travail qu'une fois qu'un début de solution à ces problèmes pointera à l'horizon», tiennent à déclarer nos interlocuteurs.

A. Bouacha

SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE L'HÔTEL EL AURASSI

Un millier de syndicalistes en sit-in de protestation

Ils étaient hier des centaines de syndicalistes à répondre à l'appel de l'union locale UGTA d'Alger-Centre pour tenir un sit-in de solidarité avec les travailleurs «licenciés» de l'hôtel El Aurassi. Le rassemblement observé à l'intérieur de l'enceinte hôtelière a drainé la grande foule. La solidarité syndicale était au rendez-vous et le succès était total.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La mise en garde émise il y a une semaine par le secrétaire général de l'UGTA envers certains gestionnaires qui «lancent des agressions à l'endroit du monde du travail», est passée hier à l'étape de l'application. Ainsi, à l'appel de l'union locale UGTA d'Alger-Centre, plus d'un millier de cadres syndicaux de la wilaya d'Alger ont observé un sit-in de protestation en guise de soutien aux 108 travailleurs «licenciés» de l'hôtel El Aurassi.

La mobilisation syndicale était au rendez-vous. Des slogans et autres mots d'ordre ont été scandés par les syndicalistes.

Ces derniers, issus des secteurs de la poste et des télécommunications, de l'éducation, des transports, des entreprises Etusa, du port d'Alger, des cheminots, des banques et des assurances, pour ne citer que ceux-là, ont répondu massivement à l'appel lancé par les instances locales de



Photo : DR.

La solidarité syndicale était au rendez-vous.

l'UGTA. «Refus de toute forme de hogra», ou encore «Libérez les travailleurs», «Les Zappata, l'UGTA est là» et «A bas la répression, réintégrez les travailleurs» ont été fortement scandés par les syndicalistes.

Les manifestants ont également exprimé leur soutien à tous les travailleurs actuellement en grève ou ayant engagé un

bras de fer avec leur employeur.

Le rassemblement, qui a duré près de deux heures, a constitué une véritable bouffée d'oxygène pour les travailleurs «licenciés» de l'hôtel El Aurassi, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas trente ans et dont la quasi-totalité sont des pères et des mères de famille.

Lors de leurs interventions à la fin du rassemblement, les cadres syndicaux de la wilaya d'Alger ont réitéré leur soutien aux travailleurs «licenciés» et aux animateurs syndicaux de l'hôtel El Aurassi.

A cet effet, ils ont invité le premier responsable de cet établissement hôtelier à mettre «fin à cette hogra», à «réintégrer les travailleurs dans leurs postes de travail» et «participer ainsi à l'apaisement social tant souhaité par toutes les parties».

Dans le cas contraire, ils menacent de passer à la vitesse supérieure dans la «défense des intérêts moraux et matériels des travailleurs». Pour rappel, le P-dg de l'hôtel El Aurassi avait précisé, dans une déclaration au *Soir d'Algérie*, que «personne n'est pour le moment licencié».

M. Lamri a insisté sur le fait qu'«aucun travailleur n'a été licencié et que toute mesure qui sera prise dans ce sens se fera après audition des intéressés». «Qu'ils viennent pour être auditionnés et après on leur signifiera la décision», a-t-il expliqué.

A. B.

SANTÉ

Les professeurs de l'enseignement paramédical déposent un préavis de grève

Le Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical (SN-PEPM) a déposé, hier, le préavis d'une grève de dix jours à partir du 30 octobre prochain. S'estimant lésée par le nouveau statut particulier des paramédicaux qui n'inclut pas, selon leurs termes, «des dispositions particulières applicables aux corps des professeurs d'enseignement paramédical», cette corporation y a annexé une plateforme de revendications, exigeant de la tutelle de revoir plusieurs volets à caractère statutaire et indemnitaire.

Elle revendique surtout de revoir à la hausse, les indemnités de qualification, d'expérience pédagogique, de documentation, d'encadrement ; d'instaurer une indemnité d'encadrement des mémoires de fin d'études, une prime de contagion et une autre d'accompagnement et de soutien pédagogique.

Et que le tout, conclut-on, doit être «servi» avec un effet rétroactif à compter de janvier 2008. Les professeurs d'enseignement paramédical menacent, ainsi, d'entrer en grève dans le cas où «cette plateforme de revendications n'est pas satisfaite».

L. H.